

Le coût délirant des erreurs monétaires

Posté le : 20 mars 2017 19:55 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise financière, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique

Pour le prouver, inutile de remonter trop loin dans le temps, encore qu'une grande part de l'histoire mondiale depuis l'antiquité soit déformée par les questions monétaires.

Le XXe siècle est suffisamment éclairant pour prouver le rôle de la monnaie non pas comme voile, comme l'ont assuré les classiques et néoclassiques, mais comme ferment des drames de l'économie et de l'histoire.

La guerre de 14-18 a entraîné le développement massif des monnaies fiduciaires d'État, avec une concentration de l'or aux États-Unis. Que faire de cette création monétaire aussi artificielle que gigantesque ? Par habitude de pensée, la majorité des pays ont voulu revenir à l'étalon-or. La fixation d'un taux de la Livre en or irréaliste a plongé le Royaume-Uni dans des affres économiques déplorables. C'est une des grandes erreurs de Churchill. Le coût pour les Britanniques a été fort lourd. La volonté des États-Unis de ne pas faire jouer les mécanismes de l'étalon-or, a provoqué des troubles qui ont fini par la crise de 1929, crise de pure spéculation. Les erreurs des banques centrales ont fait de cette crise une terrible dépression. La réponse malheureuse des gouvernements français du début des années trente a provoqué une déflation coûteuse qui a amené le Front Populaire puis l'effondrement de 1940. L'Allemagne a voulu résister aux « réparations » en faisant fondre sa monnaie. Mal lui en a pris. Elle sera ruinée durablement par une hyperinflation modèle du genre qui fera venir Hitler et, à peine dix ans plus tard, la destruction de plusieurs générations de jeunes allemands et d'une large partie du pays historique.

La réforme de Bretton Woods était excellente à de nombreux points de vue mais elle comportait un défaut majeur : elle faisait d'une monnaie nationale le pivot du système. Le système ne pouvait survivre que si les États-Unis menaient une politique financière raisonnable et la maintenaient dans la durée. Ils choisirent le « benign neglect », ce qui peut se traduire, à ce niveau de responsabilité par « l'indifférence criminelle ». Ils dévaluèrent le dollar par rapport à l'or en 71 (nous en sommes à 96 % de dévaluation aujourd'hui) et imposèrent les changes flottants à Kingston. On connaît le résultat : ce que nous appelons « La Crise » : baisse tendancielle continue du trend, dettes en hausse fulgurante, sévérité des crises périodiques. Le monde a dû encaisser trois crises gravissimes et une multitude d'autres épisodes parfois tragiques. L'économie boudauche a fini par exploser en 2008 provoquant des ravages politiques à la mesure des dégâts, notamment dans les pays développés.

Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est aux effets tragiques du non-système monétaire imposé en 1976 à Kingston par les États-Unis.

Les États-Unis se considéraient victimes des empires européens sous Roosevelt et ont entrepris de les casser. Ils se sont vus à nouveau comme des victimes en été 1971. Et ils ont cassé ce qu'ils avaient eux-mêmes créé : les Accords de Bretton Woods. Maintenant qu'ils voient que la compétition sous régime de changes flottants ne tourne pas à leur total avant, ils veulent encore casser le système des échanges, cette fois-ci en s'attaquant au libre-échange qui était leur mantra depuis les années trente.

Le G20 a été l'occasion officielle de l'affirmer au monde. On pourrait l'appeler le : « G20 % à vous imposer ». Mieux encore, les États-Unis commencent à s'en prendre au FMI. Déjà sous DSK, les

fantaisies du chef du FMI avaient été extrêmement mal vues. Il ne s'agit pas ici de ses performances hôtelières mais de l'engagement hors de toute légalité du FMI dans les affaires intérieures de la zone Euro. Aujourd'hui, un certain Bill Huizenza, illustre inconnu, parlementaire au Capitole, dénonce l'aide du FMI à l'Europe et menace de clore le financement américain de l'institution s'il n'a pas gain de cause.

Le FMI qui par dépendance quasi-totale et soumission aux États-Unis a accepté tous les viols de ses statuts, se voit récompenser par des menaces et un chantage financier explicite.

Le concept de « commerce juste », avec coup de gourdin à la clef est le même que celui d'utilisation juste du dollar qui a valu des milliards de dollars d'amende à la plupart des grandes banques européennes, et cette "juste" conséquence que tous les grands financements internationaux échappent désormais aux banques non européennes.

Nous avons souligné que le TFTEA, la base législative qui permet au gouvernement américain d'agir, est la pierre angulaire de cette invraisemblable action de force. Dans l'indifférence générale il faut bien le dire. La loi n'a pas été prise par Trump mais Obama.

Les changes flottants et la création d'une finance internationale dérégulée, au seul profit des grandes multinationales américaines, ont fini par détruire totalement l'œuvre de Roosevelt. Ne faisons pas de ce grand président un total altruiste. Malgré tout il avait des valeurs et un certain degré d'altruisme. Le multilatéralisme n'aurait pas eu ce développement sans lui. Il n'en reste plus rien.

La violence de l'attaque américaine met en porte à faux tous les gouvernements favorables aux États-Unis. L'Allemagne et le Japon qui vivent dans la soumission depuis 1944 se retrouvent floués une nouvelle fois. Pour l'Allemagne il lui est même impossible de réévaluer sa monnaie. Les fédéralistes européens, longtemps soutenus par les États-Unis désireux de casser les empires européens, sont également fort mal. Ils risquent d'apparaître pour ce qu'ils sont : de simples auxiliaires de la finance américaine.

Les désordres monétaires prennent une fois de plus leur rançon. Faute d'avoir réformé à temps la gestion de la zone Euro, et l'avoir laissé à la connivence de la Banque Centrale Européenne, dirigée par un Goldman Sachs, les méfaits du système, qui sont les mêmes que ceux des changes flottants, l'apparition de déséquilibres internes gigantesques et maîtrisables sans déflation forcenée, l'Europe risque de se trouver attaquée de l'extérieur et de l'intérieur. Beau résultat !

Décidément oui, la monnaie compte. Mais il ne faut pas compter sur elle quand on organise mal sa création, son investissement, son change et son emploi par la puissance publique.

Le seul espoir d'éviter cette séquence mortifère aurait une réaction conjointe du G20, du FMI, de la BRI et de l'OCDE, en 2008 et 2009. Il fallait revenir d'urgence à un système coopératif d'échanges, interdisant effectivement les grands déficits et les grands excédents, stabilisant les monnaies, encadrant l'activité bancaire, le tout basé sur les changes fixes et une unité de compte internationale indépendante d'une monnaie nationale.

Peut-on le faire à chaud aujourd'hui et pire encore demain, lorsque le bâton américain aura commencé à casser des dos et marqué de façon honteusement indélébile l'incroyable sujétion générale aux diktats américains ? Ce qu'on risque c'est l'achèvement de la dislocation du commerce mondial, déjà bien avancé, l'explosion de la zone Euro et le retour à des guerres de change et de commerce.

La France, qui a choisi une sorte de suicide national, en se laissant couler dans le béton socialiste et fiscal, risque elle-même la dislocation.

Bravo à nos « élites » politiques et administratives.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.